

Dénomination et conditionnements

Benaming en verpakkingen

- INSULINES Organon
- DURASULINE Organon
 - 1 fl. inj. 10 ml à 400 U.
 - * pr. 100 U. inj.
 - ** pr. 100 U. inj.
- INSULINUM NEERLANDICUM Organon
 - 1 fl. inj. 10 ml à 400 U.
 - * pr. 100 U. inj.
 - ** pr. 100 U. inj.
- PROTAMINE ZINKINSULINE Organon
 - 1 fl. inj. 10 ml à 400 U.
 - * pr. 100 U. inj.
 - ** pr. 100 U. inj.
- N.P.H. INSULINE Organon
 - 1 fl. inj. 10 ml à 400 U.
 - * pr. 100 U. inj.
 - ** pr. 100 U. inj.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1991, à l'exception des dispositions de l'article 2 qui entrent en vigueur le 1^{er} novembre 1991.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1991, met uitzondering van de bepalingen van artikel 2 die in werking treden met ingang op 1 november 1991.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2539

3 JUILLET 1991. — Décret organisant l'enseignement secondaire à horaire réduit (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Buts et structures*

Article 1^{er}, § 1^{er}. La Communauté française organise, reconnaît ou subventionne un enseignement secondaire à horaire réduit répondant à l'obligation scolaire à temps partiel.

Cet enseignement comporte à la fois la formation générale, y compris la formation sociale et personnelle, et la préparation à l'exercice d'une profession, notamment en alternance.

§ 2. Cet enseignement est donné dans des centres d'éducation et de formation en alternance conformes aux normes et aux critères définis par le présent décret.

L'appellation « Centre d'éducation et de formation en alternance » est réservée aux centres qui ont leur siège dans un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice qui dispense un enseignement secondaire professionnel et dont la direction est exercée par le chef d'établissement d'enseignement de plein exercice.

§ 3. L'enseignement secondaire à horaire réduit peut être dispensé, dans les conditions fixées par le présent décret, à des jeunes ayant satisfait à l'obligation scolaire en suivant un enseignement à horaire réduit.

Dans ce cas, l'enseignement peut ne porter que sur la préparation à l'exercice d'une profession.

Art. 2. L'enseignement secondaire à horaire réduit peut être organisé au niveau secondaire professionnel inférieur et supérieur.

Il est dispensé à raison de six cents périodes de cinquante minutes par an réparties sur vingt semaines au moins.

Il peut être dispensé en dehors des heures d'ouverture des établissements d'enseignement de plein exercice.

Il peut aussi être organisé en modules de formation déterminés par l'Exécutif.

(1) *Session 1990-1990 :*

Documents du Conseil. — N° 156, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport; n° 3 à 5 : Amendements.

Session 1990-1991 :

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 juin 1991.

Art. 3. Les centres d'éducation et de formation en alternance organisent :

- 1° l'accueil et l'encadrement des élèves;
- 2° l'accompagnement des élèves en vue de favoriser leur insertion socio-professionnelle;
- 3° toutes les formations professionnelles dont le besoin se fait sentir.

Art. 4. Quarante centres d'éducation et de formation en alternance peuvent être organisés ou subventionnés.

L'Exécutif de la Communauté française fixe la répartition de ces centres d'éducation et de formation en alternance par réseau d'enseignement en fonction de la représentativité de chaque réseau en ce qui concerne l'organisation de l'enseignement technique et professionnel, l'organisation de l'enseignement de promotion sociale et le nombre des élèves réguliers fréquentant l'enseignement secondaire à horaire réduit. Il décide de l'implantation des centres de l'enseignement de la Communauté française. Il approuve l'implantation des centres de l'enseignement subventionné par la Communauté française sur proposition des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs.

Art. 5. Un centre d'éducation et de formation en alternance peut faire appel à la collaboration d'autres établissements d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale appartenant au même réseau d'enseignement ou appartenant à un autre réseau et ayant le même caractère. L'Exécutif peut toutefois reconnaître des expériences de collaboration entre établissements de caractères différents.

Ces établissements sont appelés établissements coopérants.

La direction d'un centre d'éducation et de formation en alternance auquel sont associés des établissements coopérants est exercée collégialement par les chefs des établissements concernés, sous la présidence du chef d'établissement de l'école où est le siège dudit centre.

CHAPITRE II. — Admission, inscription et sanction des études

Art. 6. Sont élèves réguliers :

- 1° les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel;
- 2° les jeunes de moins de vingt-cinq ans qui ont satisfait à l'obligation scolaire en suivant un enseignement secondaire réduit et qui ont conclu :
 - a) soit un contrat d'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;
 - b) soit une convention emploi-formation;
 - c) soit toute autre forme de contrat ou de convention reconnue par la législation du travail et s'inscrivant dans le cadre d'une formation en alternance qui aura reçu l'approbation de l'Exécutif de la Communauté française, à condition que la formation soit en relation directe avec la formation ou le contrat.

Art. 7. Les jeunes ne peuvent être inscrits dans des formations qui conduisent à la délivrance de titres identiques ou équivalents à ceux dont ils sont déjà porteurs dans les mêmes orientations d'études.

Art. 8. Peuvent être admis comme élèves réguliers dans le cycle supérieur de l'enseignement secondaire professionnel à horaire réduit, les titulaires d'un des certificats suivants ou d'un titre reconnu équivalent à un de ces certificats :

- 1° certificat de qualification de quatrième année des enseignements secondaires de plein exercice ordinaire ou spécial de forme 4;
- 2° certificat de qualification de cinquième année de l'enseignement spécial de forme 3;
- 3° certificat de qualification de cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique ou professionnel;
- 4° certificat d'enseignement secondaire inférieur.

Les candidats qui n'ont obtenu aucun des certificats mentionnés à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être admis comme élèves réguliers que dans le cycle inférieur de l'enseignement secondaire professionnel.

Art. 9. Au terme de chaque année scolaire, l'élève reçoit une attestation mentionnant les dates de début et de fin de fréquentation de l'enseignement secondaire à horaire réduit ainsi que les capacités acquises.

Une attestation de fréquentation est délivrée à l'élève qui quitte le centre d'éducation et de formation en alternance au cours de l'année scolaire.

Art. 10. Les élèves qui ont activement et régulièrement suivi l'enseignement dans un centre d'éducation et de formation en alternance peuvent obtenir un certificat de qualification correspondant à celui qui est délivré par l'enseignement de plein exercice, dans les conditions et modalités fixées par l'Exécutif.

Les épreuves de qualification qui ne correspondent à aucune section ou orientation d'études dans l'enseignement de plein exercice sont soumises à l'approbation de l'Exécutif. Les modalités d'application desdites épreuves de qualification sont fixées par l'Exécutif.

L'accès aux épreuves de qualification organisées au niveau de la sixième année d'études n'est autorisé qu'aux élèves ayant suivi effectivement et régulièrement pendant au moins deux années scolaires soit les cours de la cinquième et/ou de la sixième année de l'enseignement secondaire supérieur technique ou professionnel de plein exercice, soit les cours de l'enseignement secondaire supérieur professionnel organisés dans l'enseignement à horaire réduit.

L'accès aux épreuves de qualification n'est pas admis dans les orientations d'études :

- aide familiale et sanitaire;
- puériculture.

Art. 11. § 1^{er}. La délivrance des certificats visés à l'article 10 est de la compétence du jury de qualification.

Le jury de qualification chargé de la sanction des études conduisant aux certificats de qualification est composé du chef d'établissement ou de son délégué, des membres du personnel enseignant du centre d'éducation et de formation en alternance et de membres n'appartenant pas au centre, dont le nombre ne peut dépasser celui des membres du corps enseignant dudit centre.

Les membres qui n'appartiennent pas au centre sont choisis par le chef d'établissement ou son délégué, compte tenu de leur compétence dans la qualification qui doit être appréciée.

§ 2. Le jury de qualification est présidé par le chef d'établissement ou son délégué.

Il tient compte, lors des épreuves de qualification, des attestations délivrées conformément à l'article 9, alinéa 1^{er}.

§ 3. L'Exécutif fixe le modèle des certificats de qualification visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 12. Un certificat complémentaire de connaissance de la gestion d'entreprise est délivré aux élèves qui ont satisfait aux exigences du programme prévu par les règlements pris en exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

La délivrance du certificat visé à l'alinéa 1^{er} est de la compétence du corps professoral.
L'Exécutif en fixe le modèle.

Art. 13. La sanction des études conduisant aux attestations visées à l'article 9 est de la compétence du corps professoral.

L'Exécutif est chargé de fixer les modèles des attestations visées à l'article 9 qui sont délivrées aux élèves de l'enseignement secondaire à horaire réduit.

CHAPITRE III. — Normes de création et organisation des cours

Art. 14. § 1^{er}. L'enseignement secondaire à horaire réduit peut être créé dans un des centres d'éducation et de formation en alternance visés à l'article 1^{er} à la condition que douze élèves au moins soient régulièrement inscrits au 1^{er} octobre de l'année scolaire. Les élèves concernés sont les jeunes visés aux §§ 1^{er} et 3 de l'article 1^{er}.

Pour chaque centre créé, une charge de coordination, complète ou partielle en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre de l'année en cours, peut être attribuée suivant des modalités à déterminer par l'Exécutif.

Une charge complète de coordination comprend trente-huit périodes de prestations par semaine.

La coordination consiste en un suivi des formations et leur planification durant l'année scolaire, en un suivi des étudiants et en l'établissement de contacts avec les milieux socio-économiques locaux et régionaux et les associations professionnelles.

§ 2. Pour les douze élèves visés au § 1^{er} du présent article, 2,6 périodes hebdomadaires professeur sont attribuées par élève, ce qui représente un potentiel de mille deux cent quarante-huit périodes disponibles par an.

A partir du treizième élève, 2,2 périodes hebdomadaires professeur sont attribuées par élève, ce qui signifie que le potentiel des périodes disponibles par an est augmenté de quatre-vingt-huit unités par élève supplémentaire.

Au cinquième dixième du déroulement de chaque formation, le nombre de périodes professeur peut être recalculé à condition que le nombre d'élèves réguliers à cette date soit supérieur à celui des élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre. Chaque élève supplémentaire augmente de quarante-quatre unités le potentiel des périodes disponibles par an qui sont encore utilisables entre cette date et la fin de l'année scolaire.

Art. 15. A chaque centre d'éducation et de formation en alternance est octroyé le nombre suivant de périodes hebdomadaires professeur qui peut être consacré à l'accompagnement et à l'encadrement des élèves soumis à l'obligation scolaire à temps partiel :

- 11 périodes professeur à partir de vingt élèves;
 - 22 périodes professeur à partir de quarante élèves;
 - 33 périodes professeur à partir de septante élèves;
- et, ensuite, 11 périodes professeur par tranche de trente élèves.

Une partie des périodes d'encadrement est consacrée à l'organisation, au contrôle et à l'évaluation des activités des élèves en entreprise.

Art. 16. § 1^{er}. Les périodes professeur visées aux articles 14 et 15 peuvent être utilisées librement par les centres d'éducation et de formation en alternance.

§ 2. Les périodes professeur dont dispose un centre d'éducation et de formation en alternance sont réparties entre l'établissement-siège et les établissements d'enseignement coopérants qui font partie du centre sur la base d'une proposition et d'un accord présentés par la direction du centre et après décision des pouvoirs organisateurs concernés lorsque ce centre est constitué d'établissements appartenant à des réseaux d'enseignement différents.

La répartition des périodes s'effectue en sus du nombre global de périodes professeur dans l'enseignement de plein exercice et de la dotation de périodes dans l'enseignement de promotion sociale.

§ 3. Les périodes professeur qui ne sont pas exclusivement utilisées pour des prestations d'enseignement doivent être converties en périodes de coordination ou d'accompagnement lorsque l'emploi est créé en vertu de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en tenant compte qu'une charge complète de coordination ou d'accompagnement comprend 38 périodes de prestations par semaine.

Art. 17. Un maximum de 20 % des périodes professeur peut être organisé sous forme de conférences.

Art. 18. Pour le calcul des emplois dans les fonctions de direction, les fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et administratif et de sous-direction, le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre de l'année scolaire dans l'enseignement secondaire à horaire réduit est pris en considération de la manière suivante :

- dans l'enseignement de plein exercice : pour la moitié, proportionnellement au nombre d'heures réellement suivies au siège du centre ou dans les établissements d'enseignement de plein exercice coopérants;
- dans l'enseignement de promotion sociale : pour le nombre de périodes réellement suivies dans les établissements d'enseignement de promotion sociale coopérants.

Art. 19. Les périodes de pratique professionnelle organisées dans le cadre de l'enseignement à horaire réduit visé à l'article 1^{er} sont prises en considération pour la fonction de chef d'atelier dans l'établissement où elles sont organisées, suivant le cas dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale, selon la réglementation en vigueur.

CHAPITRE IV. — Membres du personnel

Art. 20. § 1^{er}. La situation administrative et pécuniaire des membres du personnel de l'enseignement secondaire à horaire réduit organisé dans les centres d'éducation et de formation en alternance, au siège de l'établissement ou dans les établissements d'enseignement coopérants est réglée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel qui exercent une fonction dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale, selon le cas.

§ 2. Les membres du personnel chargés de la coordination et/ou de l'accompagnement sont, en cette qualité, rémunérés en tant que professeurs du niveau secondaire inférieur, si dans le centre sont uniquement inscrits des élèves réguliers pour l'enseignement secondaire professionnel inférieur. Si dans le centre des élèves sont inscrits aux niveaux secondaires inférieur et supérieur, ou uniquement au niveau secondaire supérieur, ces membres du personnel sont rémunérés en tant que professeurs du niveau secondaire supérieur.

Pour la fixation de leur rémunération, il faut tenir compte des titres dont ils sont porteurs.

Art. 21. Sans préjudice des dispositions de l'article 16, § 3, une charge à prestations complètes dans l'enseignement secondaire à horaire réduit comporte le même nombre de périodes hebdomadaires que celui requis pour une fonction de professeur de cours généraux à prestations complètes dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale, selon le cas.

Art. 22. Les emplois conférés en vertu du présent décret peuvent donner lieu à une nomination à titre définitif et à l'agrément de celle-ci dans le respect des dispositions de l'arrêté royal du 13 février 1968 portant agrément de la nomination définitive des membres du personnel des établissements officiels et libres subventionnés d'enseignement maternel, primaire, spécial, secondaire et supérieur du type court et du type long, de plein exercice et des homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, et de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné.

Art. 23. Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans le centre d'éducation et de formation en alternance est réaffecté soit dans un autre centre sur base de la fonction dans laquelle l'intéressé est mis en disponibilité, soit dans l'enseignement de plein exercice, soit dans l'enseignement de promotion sociale, selon le cas.

CHAPITRE V. — Crédits de fonctionnement

Art. 24. Pour tout élève régulier inscrit au cinquième dixième du déroulement d'une formation organisée dans l'enseignement à horaire réduit de la Communauté française, il est attribué un crédit de fonctionnement égal à 50 % au minimum du montant des frais de fonctionnement fixés pour les sections du groupe B de l'enseignement technique de plein exercice visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 fixant le montant des frais de fonctionnement pour l'enseignement technique, proportionnellement au nombre de périodes réellement organisées par l'établissement-siège ou par les établissements d'enseignement de plein exercice coopérants.

Art. 25. Si la formation d'un élève est assurée par plusieurs établissements d'enseignement de plein exercice, une fraction des crédits de fonctionnement visés à l'article 24 est accordée à chacun de ces établissements, proportionnellement au nombre de périodes que l'élève suit effectivement dans les établissements concernés.

Art. 26. Les crédits de fonctionnement attribués aux établissements d'enseignement de promotion sociale le sont en fonction des périodes organisées et selon la réglementation en vigueur dans cet enseignement.

CHAPITRE VI. — Subventions de fonctionnement

Art. 27. Pour tout élève régulier inscrit au cinquième dixième du déroulement d'une formation organisée dans l'enseignement à horaire réduit subventionné par la Communauté française, il est attribué une subvention de fonctionnement égale à 50 % au minimum du montant de la subvention de fonctionnement fixé pour les sections du groupe B de l'enseignement technique de plein exercice visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 précité, proportionnellement au nombre de périodes réellement organisées par l'établissement-siège ou par les établissements d'enseignement de plein exercice coopérants.

Art. 28. Si la formation d'un élève est assurée par plusieurs établissements d'enseignement de plein exercice, une fraction des subventions de fonctionnement visées à l'article 27 est accordée à chacun de ces établissements, proportionnellement au nombre de périodes que l'élève suit effectivement dans les établissements concernés.

Art. 29. Les subventions de fonctionnement attribuées aux établissements d'enseignement de promotion sociale le sont en fonction des périodes organisées selon la réglementation en vigueur dans cet enseignement.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 30. Les élèves de dix-huit à vingt-cinq ans déjà engagés dans des formations de l'enseignement à horaire réduit avant le 1^{er} septembre 1991 sont dispensés des conditions d'admission fixées par le présent décret et sont autorisés à mener à bonne fin les études entreprises au niveau de l'enseignement secondaire professionnel ou technique.

Art. 31. Par dérogation aux dispositions du présent décret, les jeunes de moins de vingt-cinq ans visés à l'article 6, 2^o, qui ont satisfait à l'obligation scolaire sans avoir suivi un enseignement secondaire à horaire réduit peuvent être admis également en tant qu'élèves réguliers durant les années scolaires 1990-1991, 1991-1992 et 1992-1993, les autres conditions de l'article 6, 2^o, restant d'application.

Les jeunes de moins de vingt et un ans bénéficient de la même dérogation aux mêmes conditions pendant l'année scolaire 1993-1994.

A l'échéance de ces délais, il est procédé à un examen des besoins de formations en alternance assurés par les établissements d'enseignement de promotion sociale dans des structures équivalentes à celles de l'enseignement secondaire à horaire réduit.

Là où ces besoins ne sont pas couverts, l'Exécutif autorise pour une année supplémentaire l'admission d'élèves de moins de vingt-cinq ans ou de moins de vingt et un ans.

A l'expiration de chaque année, il est procédé à une évaluation semblable. L'Exécutif accorde, éventuellement, une prolongation de l'autorisation pour une année.

CHAPITRE VIII. — Disposition finale

Art. 32. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} septembre 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Fr. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S—29477]

N. 91 — 2539

3 JULI 1991

Decreet tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Doel en structuur*

Artikel 1. § 1. De Franse Gemeenschap organiseert, erkent of subsidieert het secundair onderwijs met beperkt leerplan om te voorzien in de deeltijdse leerplicht.

Het omvat zowel de algemene vorming, inz. de sociale en persoonlijkheidsvorming, als de beroepsvoorbereiding, o.m. door alternerend leren.

§ 2. Dat onderwijs wordt verstrekt in centra voor alternerend onderwijs en vorming, overeenkomstig de bij dit decreet bepaalde normen en criteria.

De benaming "Centrum voor alternerend onderwijs en vorming" wordt uitsluitend toegekend aan centra gevestigd in een inrichting met volledig leerplan voor secundair beroepsonderwijs, onder de leiding van het hoofd van de onderwijsinrichting met volledig leerplan.

§ 3. Het secundair onderwijs met beperkt leerplan kan onder de bij dit decreet bepaalde voorwaarden verstrekt worden aan jongeren die aan de leerplicht voldaan hebben door onderwijs met beperkt leerplan te volgen.

In dat geval kan het onderwijs alleen betrekking hebben op de voorbereiding tot de uitoefening van een beroep.

Art. 2. Het secundair onderwijs met beperkt leerplan kan op het niveau van het lager of het hoger secundair beroepsonderwijs georganiseerd worden.

Het wordt verstrekt naar rata van 600 lestijden van 50 minuten, gespreid over ten minste twintig weken.

Het kan verstrekt worden buiten de uren waarop de inrichtingen met volledig leerplan open zijn. Het kan ook georganiseerd worden volgens opleidingsmodulen die de Executieve bepaalt.

Art. 3. De centra voor alternerend onderwijs en vorming organiseren :

- 1° de opvang en begeleiding van de leerlingen;
- 2° hun begeleiding met het oog op hun inschakeling in het sociaal en beroepsleven;
- 3° alle beroepsopleidingen waarvan behoefte bestaat.

Art. 4. Veertig centra voor alternerend onderwijs en vorming kunnen georganiseerd of gesubsidieerd worden.

De Executieve van de Franse Gemeenschap bepaalt de spreiding van die centra per onderwijsnet, volgens de representativiteit van elk net voor de organisatie van technisch en beroepsonderwijs, die van het onderwijs voor sociale promotie en het aantal regelmatige leerlingen in het secundair onderwijs met beperkt leerplan. Ze beslist over de vestiging van de onderwijscentra van de Franse Gemeenschap en hecht haar goedkeuring aan de vestiging van onderwijscentra die de Franse Gemeenschap subsidieert, op voorstel van deze representatieve organisaties van inrichtende machten.

Art. 5. Elk centrum kan een beroep doen op de medewerking van andere inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie behorend tot hetzelfde net of die tot een ander net behoren en hetzelfde karakter vertonen. De Executieve kan evenwel experimenten erkennen voor samenwerking tussen inrichtingen met verschillend karakter. Deze inrichtingen noemt men samenwerkende inrichtingen.

De leiding van een centrum met samenwerkende inrichtingen wordt collegiaal uitgeoefend door de hoofden van de betrokken inrichtingen, onder het voorzitterschap van het hoofd van de school waar het centrum gevestigd is.

HOOFDSTUK II. — *Toelating, inschrijving en bekrachtiging van de studie*

Art. 6. Regelmatig leerling zijn :

- 1° de jongeren onderworpen aan de deeltijdse leerplicht;
- 2° de jongeren van minder dan 25 jaar die aan de leerplicht voldaan hebben door secundair onderwijs met beperkt leerplan te volgen :
 - a) die een leercontract gesloten hebben voor een beroep dat uitgeoefend wordt door werknemers;
 - b) of een overeenkomst tewerkstelling-opleiding gesloten hebben;

(1) *Zitting 1989-1990 :*

Documenten van de Raad. — Nr. 2156. — Nr. 1 : ontwerp van decreet; nr. 2 : verslag; nrs. 3 tot 5 : amendementen.

Zitting 1990-1991 :

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 1991.

c) of een andere overeenkomst gesloten hebben, erkend door de arbeidswetgeving in het kader van een door de Executieve van de Franse Gemeenschap erkende alternerende opleiding, mits de opleiding rechtstreeks verband houdt met de overeenkomst.

Art. 7. De jongeren kunnen niet ingeschreven worden voor opleidingen, bekroond met een bekwaamheidsbewijs dat hetzelfde is als of gelijkwaardig met dat waarvan zij in dezelfde studierichting reeds houder zijn.

Art. 8. Kunnen toegelaten worden als regelmatig leerling in de hogere cyclus van het secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan, de houders van één van onderstaande getuigschriften of van een bekwaamheidsbewijs waarvan de gelijkwaardigheid met één van die getuigschriften erkend is :

1° kwalificatiegetuigschrift van het 4e jaar gewoon of buitengewoon (vorm 4) secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° kwalificatiegetuigschrift van het 5e jaar buitengewoon onderwijs (vorm 3);

3° kwalificatiegetuigschrift van het 5e volmakings- of specialisatiejaar van het technisch of beroepsonderwijs;

4° getuigschrift van lager secundair onderwijs.

Kandidaten die geen van de in het eerste lid vermelde getuigschriften bekomen hebben, kunnen alleen tot de lagere cyclus van het secundair beroepsonderwijs als regelmatig leerling toegelaten worden.

Art. 9. Na afloop van elk schooljaar krijgt de leerling een attest, met de datum van begin en einde van het gevolgde secundair onderwijs met beperkt leerplan en de verworven bekwaamheid.

Een attest van schoolbezoek wordt afgegeven aan de leerling die het centrum tijdens het schooljaar verlaat.

Art. 10. De leerlingen die actief en regelmatig onderwijs gevolgd hebben in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, kunnen een kwalificatiegetuigschrift bekomen, overeenstemmend met dat uitgereikt door het onderwijs met volledig leerplan, op de voorwaarden en op de wijze die de Executieve bepaalt.

Kwalificatieëxamens die met geen enkele afdeling of studierichting van het onderwijs met volledig leerplan overeenstemmen, worden de Executieve ter goedkeuring voorgelegd. De modaliteiten van die examens worden door de Executieve bepaald.

De kwalificatieëxamens op het niveau van het 6e leerjaar zijn alleen toegankelijk voor leerlingen die werkelijk en regelmatig, gedurende ten minste twee schooljaren, het 5e en/of 6e jaar hoger secundair technisch of beroepsonderwijs met volledig leerplan of het hoger secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan gevolgd hebben.

De kwalificatieëxamens zijn niet toegankelijk in de studierichtingen :

- gezinshelpster en gezondheidshelpster;
- kinderverzorging.

Art. 11. § 1. Voor het uitreiken van de in artikel 10 bedoelde getuigschriften is de kwalificatiecommissie bevoegd.

Deze commissie, belast met de bekrachtiging van de studie die tot de kwalificatiegetuigschriften leidt, bestaat uit het inrichtingshoofd of zijn gemachtigde, leden van het onderwijzend personeel van het centrum en hun die niet tot het centrum behoren en die niet talrijker mogen zijn dan de leden van het onderwijzend personeel van het centrum.

De leden die niet tot het centrum behoren, worden gekozen door het inrichtingshoofd of zijn gemachtigde, gelet op hun bevoegdheid in de te beoordelen kwalificatie.

§ 2. De kwalificatiecommissie wordt voorgezeten door het inrichtingshoofd of zijn gemachtigde. Zij houdt tijdens het examen rekening met de attesten uitgereikt overeenkomstig artikel 9, 1e lid.

§ 3. De Executieve bepaalt het model van de in § 1 bedoelde kwalificatiegetuigschriften.

Art. 12. Een aanvullend getuigschrift van kennis van het bedrijfsbeheer wordt uitgereikt aan de leerlingen die voldoen aan de eisen van het programma bedoeld in de reglementen, aangenomen ter uitvoering van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepsactiviteiten in kleine en middelgrote ondernemingen voor handel en aanbachtswezen.

Voor het uitreiken van het in het 1e lid bedoelde getuigschrift is het lerarenkorps bevoegd.

De Executieve bepaalt het model ervan.

Art. 13. Voor de bekrachtiging van de studie leidend tot de in artikel 9 bedoelde attesten is het lerarenkorps bevoegd.

De Executieve wordt belast met het bepalen van de modellen van de attesten bedoeld in artikel 9 en uitgereikt aan de leerlingen van het secundair onderwijs met beperkt leerplan.

HOOFDSTUK III. — Normen voor de oprichting en organisatie van de lessen

Art. 14. § 1. Het secundair onderwijs met beperkt leerplan kan opgericht worden in een van de centra voor alternerend onderwijs en vorming bedoeld in artikel 1 mits ten minste 12 leerlingen regelmatig ingeschreven zijn op 1 oktober van het schooljaar. De betrokken leerlingen zijn de jongeren bedoeld in de §§ 1 en 3 van artikel 1.

Voor elk opgericht centrum wordt een volledige of gedeeltelijke coördinatieopdracht, volgens het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 1 oktober van het lopende jaar, toegekend op de wijze die de Executieve bepaalt.

Een volledige coördinatieopdracht omvat 38 lestijden per week.

De coördinatie bestaat in de opvolging van de opleidingen en de programmering ervan gedurende het schooljaar, de begeleiding van de studenten en contacten met de plaatselijke en gewestelijke sociaal-economische kringen en de beroepsverenigingen.

§ 2. Voor de in § 1 van dit artikel bedoelde 12 leerlingen worden 2,6 wekelijkse lestijden/leraar toegekend per leerling, wat overeenstemt met 1 248 beschikbare lestijden per jaar.

Vanaf de 13e leerling worden er per leerling 2,2 wekelijkse lestijden/leraar toegekend, wat overeenstemt met een verhoging van het aantal beschikbare lestijden per jaar met 88 eenheden per bijkomende leerling.

Na het vijfde tiende van het verloop van elke opleiding kan het aantal lestijden/leraar opnieuw berekend worden indien het aantal regelmatige leerlingen op die datum hoger is dan dat van de op 1 oktober regelmatige ingeschreven leerlingen. Elke bijkomende leerling verhoogt met 44 eenheden het aantal beschikbare lestijden, per jaar die nog kunnen aangewend worden tussen die datum en het einde van het schooljaar.

Art. 15. Aan elk centrum wordt het onderstaand aantal wekelijkse lestijden/leraar toegekend, die aangewend kunnen worden voor de begeleiding van de leerlingen onderworpen aan de deeltijdse leerplicht :

- 11 lestijden/leraar vanaf 20 leerlingen;
- 22 lestijden/leraar vanaf 40 leerlingen;
- 33 lestijden/leraar vanaf 70 leerlingen,

en daarna 11 per bijkomende groep van 31 leerlingen.

Een gedeelte van de begeleidingsuren kan besteed worden aan het organiseren, controleren en evalueren van de activiteit van de leerlingen in bedrijven.

Art. 16. § 1. De in de artikelen 14 en 15 bedoelde lestijden/leraar kunnen vrij gebruikt worden door de centra voor alternerend onderwijs en vorming.

§ 2. De lestijden/leraar waarover een centrum beschikt, worden verdeeld tussen de inrichting waar het centrum gevestigd is en de samenwerkende inrichtingen die van het centrum deel uitmaken, op grond van een voorstel en een overeenkomst die door de directie van het centrum voorgedragen worden en na beslissing van de betrokken inrichtende machten wanneer het centrum bestaat uit inrichtingen van verschillende netten.

De lestijden worden verdeeld boven het totaal aantal lestijden/leraar in het onderwijs met volledig leerplan en de lestijndotatie in het onderwijs voor sociale promotie.

§ 3. De lestijden/leraar die niet uitsluitend voor het onderwijs aangewend worden, moeten omgezet worden in coördinatie- of begeleidingsuren wanneer de betrekking opgericht is krachtens artikel 14, § 1, 1e lid, met dien verstande dat een volledige coördinatie- of begeleidingsopdracht 38 lesuren prestatie per week omvat.

Art. 17. Ten hoogste 20 % van de lestijden/leraar kunnen georganiseerd worden in de vorm van lezingen.

Art. 18. Voor de berekening van de betrekkingen in de directieambten, de ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel en van de onderdirecteurs komt het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober van het schooljaar in het secundair onderwijs met beperkt leerplan op de volgende wijze in aanmerking :

— in het onderwijs met volledig leerplan : voor de helft, in verhouding tot het aantal werkelijk gevolgde uren op de vestigingsplaats van het centrum of in de samenwerkende inrichtingen met volledig leerplan;

— in het onderwijs voor sociale promotie : voor het aantal werkelijk gevolgde lestijden in de samenwerkende inrichtingen voor sociale promotie.

Art. 19. De lestijden beroepspraktijk in het onderwijs met beperkt leerplan bedoeld in artikel 1 komen in aanmerking voor het ambt van werkmeester in de inrichtingen waar ze gegeven worden, in het onderwijs met volledig leerplan of in dat voor sociale promotie naar gelang van de vigerende reglementering.

HOOFDSTUK IV. — *Personeel*

Art. 20. § 1. De administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden van het secundair onderwijs met beperkt leerplan gegeven in de centra voor alternerend onderwijs en vorming ten zetel van de inrichting of in de samenwerkende onderwijsinrichtingen, wordt geregeld overeenkomstig de reglementering geldend voor de personeelsleden die een ambt in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in dat voor sociale promotie uitoefenen.

§ 2. De personeelsleden belast met de coördinatie en/of begeleiding worden in die hoedanigheid bezoldigd als leraar van het lager secundair niveau als er in het centrum alleen voor het lager secundair beroepsonderwijs regelmatige leerlingen ingeschreven zijn.

Als er in het centrum leerlingen ingeschreven zijn voor het lager en het hoger secundair niveau of alleen voor het hoger secundair niveau, dan worden die personeelsleden bezoldigd als leraars van het hoger secundair niveau.

Bij de vaststelling van hun wedde moet rekening gehouden worden met hun bekwaamheidsbewijzen.

Art. 21. Onverminderd de bepalingen van artikel 16, § 3, omvat een opdracht met volledige prestaties in het secundair onderwijs met beperkt leerplan zoveel wekelijkse lestijden als vereist voor een ambt van leraar algemene vakken met volledige prestaties in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 22. De krachtens dit decreet toegewezen ambten kunnen aanleiding geven tot een vaste benoeming en de erkenning hiervan, overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 februari 1968 houdende erkenning van de vaste benoeming van de personeelsleden van de officiële en vrije gesubsidieerde inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, secundair onderwijs en hoger onderwijs van het korte en van het lange type, met volledig leerplan, en van de tehuizen voor kinderen van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben, en het koninklijk besluit van 27 juli 1976 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs.

Art. 23. Het personeelslid dat in het centrum voor alternerend onderwijs en vorming ter beschikking gesteld wordt bij ontstentenis van betrekking wordt weer aangesteld in een ander centrum, op grond van de functie waarin hij ter beschikking gesteld was, of in het onderwijs met volledig leerplan, of in het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK V. — *Werkingskredieten*

Art. 24. Voor elke regelmatige leerling, ingeschreven na vijf tiende van het verloop van een opleiding in het onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap, wordt een werkingskrediet toegekend gelijk aan ten minste 50% van het bedrag van de werkingskosten vastgesteld voor de afdelingen van groep B van het technisch onderwijs met volledig leerplan, bedoeld in het koninklijk besluit van 31 augustus 1960 tot vaststelling van het bedrag van de werkingskosten voor het technisch onderwijs, in verhouding tot het aantal lestijden, werkelijk georganiseerd door de inrichting waar het centrum gevestigd is of door de samenwerkende inrichtingen met volledig leerplan.

Art. 25. Als een leerling opgeleid wordt in verschillende inrichtingen met volledig leerplan, wordt aan elk ervan een gedeelte van de in artikel 24 bedoelde werkingskredieten toegekend, in verhouding tot het aantal lestijden die de leerling werkelijk volgt in de betrokken inrichtingen.

Art. 26. De werkingskredieten worden toegekend aan de inrichtingen voor sociale promotie in functie van de georganiseerde lestijden, overeenkomstig de reglementering voor dat onderwijs.

HOOFDSTUK VI. — *Werkingsstoelagen*

Art. 27. Voor elke regelmatige leerling ingeschreven na vijf tiende van het verloop van een opleiding in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs met beperkt leerplan, wordt een werkingsstoelage toegekend, gelijk aan ten minste 50 % van de werkingsstoelage vastgesteld voor de afdelingen van groep B van het technisch onderwijs met volledig leerplan, bedoeld in voormeld koninklijk besluit van 31 augustus 1960, in verhouding tot het aantal lestijden, werkelijk georganiseerd door de inrichting waar het centrum gevestigd is of door de samenwerkende inrichtingen met volledig leerplan.

Art. 28. Als een leerling opgeleid wordt in verschillende inrichtingen met volledig leerplan, wordt aan elk ervan een gedeelte van de in artikel 27 bedoelde werkingsstoelagen toegekend, in verhouding tot het aantal lestijden die de leerling werkelijk volgt in de betrokken inrichtingen.

Art. 29. De werkingsstoelage worden aan de inrichtingen voor sociale promotie toegekend in functie van de georganiseerde lestijden, volgens de voor dat onderwijs vigerende reglementering.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 30. De leerlingen van 18 tot 25 jaar die reeds vóór 1 september 1991 opleidingen in het onderwijs met beperkt leerplan volgden en worden vrijgesteld van de bij dit decreet gestelde toelatingsvoorwaarden en mogen hun studies in het secundair technisch of beroepsonderwijs voleindigen.

Art. 31. In afwijking van de bepalingen van dit decreet kunnen jongeren van minder dan 25 jaar, bedoeld in artikel 6, 2°, die aan de leerplicht voldaan hebben onder secundair onderwijs met beperkt leerplan te hebben gevolgd, ook als regelmatig leerling toegelaten worden tijdens de schooljaren 1990-1991, 1991-1992 en 1992-1993, onverminderd de andere voorwaarden van artikel 6, 2°.

De jongeren van minder dan 21 jaar genieten dezelfde afwijking van dezelfde voorwaarden tijdens het schooljaar 1993-1994.

Na afloop van die termijnen worden de behoeften aan alternerende vorming, waarin de inrichtingen voor sociale promotie voorzien in structuren gelijkwaardig met die van het secundair onderwijs met beperkt leerplan opnieuw onderzocht.

Waar die behoeften niet gedekt zijn, laat de Executieve voor een bijkomend schooljaar leerlingen van minder dan 25 resp. 21 jaar toe.

Na verloop van elk jaar vindt een gelijkaardige evaluatie plaats en kent de Executieve eventueel een verlenging met één jaar van de toelating toe.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 32. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1990.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 91 — 2540

17. JUNI 1991. — Dekret zur Aufhebung des Artikels 2 des Königlichen Erlasses Nr. 471 vom 24. Oktober 1986 zur Begrenzung der Urlaube wegen Sonderauftrags oder zur Begrenzung der Zurdispositionsstellung wegen eines Sonderauftrags, die dem Personal der Unterrichtsanstalten und der PMS-Zentren zuerkannt werden (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive, sanktionieren es :

Einziger Artikel. Der Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 471 vom 24. Oktober 1986 zur Begrenzung der Urlaube wegen Sonderauftrags oder zur Begrenzung der Zurdispositionsstellung wegen eines Sonderauftrags, die dem Personal der Unterrichtsanstalten und der PMS-Zentren zuerkannt wird, wird aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 17. Juni 1991.

Der Vorsitzende der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,

B. GENTGES

Der Gemeinschaftsminister für Medien, Erwachsenenbildung, Behindertenpolitik,
Sozialhilfe und Berufsumschulung,

K.-H. LAMBERTZ

(1) Sitzungsperiode 1990-1991.

Dokumente des Rates :

28/1 Dekretentwurf.

28/2 Bericht.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 17. Juni 1991.